

PREFECTURE D'EURE-ET-LOIR

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE
ET DE LA REGLEMENTATION

Bureau de l'Urbanisme
et du Cadre de Vie

FP/AW

Affaire suivie par

MME POLVE

Tél. 37.27

70.95

ARRETE ACCORDANT L'AUTORISATION A LA
SOCIETE DES MATERIAUX DE BERCHERES LES
PIERRES D'EXPLOITER UNE CARRIERE A CIEL
OUVERT DE CALCAIRES DE BEAUCE SUR LE
TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE PRASVILLE

LE PREFET D'EURE-ET-LOIR,
Chevalier de la Légion d'Honneur

ARRETE N° 288

Vu le Code Minier et notamment son article 106 ;

Vu le Code de l'Urbanisme et de l'Habitation ;

Vu la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques complétée par la loi n° 80.532 du 15 juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de malveillance ;

Vu la loi n° 76.629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

Vu le décret n° 77.1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de l'article 2 de la loi précitée ;

Vu la loi du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu le décret n° 79.1108 du 20 décembre 1979 modifié, relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci ;

Vu la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu les décrets n° 85.448 et 85.453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi précitée et modifiant diverses dispositions prises en application du Code Minier ;

Vu le décret n° 85.1506 du 31 Décembre 1985 modifiant le décret n° 79.1108 du 20 Décembre 1979, notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 89.413 du 22 juin 1989 relative au Code de la voirie routière ;

.../...

Vu la demande présentée le 25 novembre 1991 par le Directeur de LA SOCIETE DES MATERIAUX DE BERCHERES LES PIERRES dont le siège social se situe Chemin des Vieilles Vignes- 28630 BERCHERES LES PIERRES, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaires de Beauce, sur le territoire de la commune de PRASVILLE au lieudit "Le Moulin de Pierre" dans les parcelles cadastrées Section ZB n°16 à 19 et 24 et ZC n° 34 portant sur une superficie exploitable de 31 ha 50 a ;

Vu l'étude d'impact et ses annexes jointes à la demande de LA SOCIETE DES MATERIAUX DE BERCHERES LES PIERRES ;

Vu les résultats de l'enquête publique et l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur ;

Vu les avis exprimés par les services techniques et les conseils municipaux de PRASVILLE, MOUTIERS EN BEUCE, BOISVILLE LA SAINT PERE et BEAUVILLIERS, consultés lors de l'instruction du dossier et de l'enquête publique ainsi que du mémoire en réponse du pétitionnaire ;

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre, en date du 17 avril 1992 ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission Départementale des Carrières lors de sa séance du 19 mai 1992 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture d'EURE-ET-LOIR ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : LA SOCIETE DES MATERIAUX DE BERCHERES LES PIERRES dont le siège social est situé Chemin des Vieilles Vignes - 28630 BERCHERES LES PIERRES, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaires de Beauce, située sur le territoire de la commune de PRASVILLE au lieudit "Le Moulin de Pierre" dans les parcelles cadastrées Section ZB n° 16 à 19 et 24 et ZC n° 34 portant sur une superficie exploitable de 31 ha 50 a.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de 15 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le pétitionnaire est tenu, s'il désire obtenir le renouvellement de la présente autorisation, d'en faire la demande au moins 6 mois avant la date d'expiration de cette dernière.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Elle est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables, notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, à l'utilisation de produits explosifs, aux installations classées, aux découvertes archéologiques, à la voirie des collectivités locales, et au travail.

.../...

ARTICLE 4 : l'exploitation est soumise aux conditions suivantes :

- l'installation de traitement des matériaux sera conforme à la réglementation relative aux Installations Classées et fera l'objet des procédures réglementaires.

- l'entretien et la réparation des engins est interdit sur le site.

- le stockage d'hydrocarbures sera établi sur une cuvette de rétention étanche d'un volume au moins égal à celui de la citerne.

ARTICLE 5 : L'exploitation sera conduite conformément aux dispositions du dossier de demande d'autorisation, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

En particulier les conditions suivantes seront rigoureusement respectées :

Avant l'exploitation :

- en concertation avec la Société TRAPIL, l'exploitant devra procéder aux aménagements suivants :

. élévation au-dessus du terrain naturel d'un merlon de protection en terre végétale de 4 m X 2 m sur la totalité du tracé en carrière de l'oléoduc.

. piquetage du tracé de la canalisation par la pose de jalons espacés de 25 m coiffant la crête du-dit merlon.

. installation d'une clôture de protection d'une hauteur minimale de 1 m de part et d'autre du tracé, distante de 10 m de l'axe de la conduite.

. des géophones enregistreurs seront placés à la perpendiculaire des tirs et fonctionneront aux heures d'ouverture de la carrière, pendant l'exécution des tirs de mines, en application des dispositions de l'autorisation d'emploi des explosifs ; les enregistrements graphiques délivrés seront tenus à la disposition du gestionnaire de l'oléoduc ; le bénéficiaire de la présente autorisation en assurera la garde.

- l'extraction sera interrompue à 70 m de part et d'autre de la conduite, à des endroits fixés en accord avec la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement. Les distances prescrites s'entendent comme étant celles séparant la crête du talus de l'axe de la conduite.

- le pétitionnaire fera borner le périmètre soumis à l'extraction.

- un panneau sera apposé sur la voie d'accès au chantier et comportera en caractères apparents l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence à l'arrêté préfectoral et l'objet des travaux.

- le bénéficiaire de la présente autorisation devra prendre les mesures nécessaires pour éviter tout dépôt de détritits, d'ordures ménagères, de déchets industriels ou de démolition à l'intérieur de la fouille, éventuellement par la pose d'une clôture.

- le site archéologique localisé au droit de la RD 22 en bordure de la RN 154 et situé dans l'emprise du projet devra faire l'objet de mesures de protection : cet emplacement préalablement borné sera recouvert d'un géotextile afin d'y stocker les terres de découverte.

- quinze jours avant toute opération de décapage, l'exploitant informera, par lettre recommandée, la Direction Régionale des Affaires Culturelles du Centre du programme et de la localisation de cette opération.

- un équipement de débouillage des roues des véhicules sera installé et mis en fonctionnement avant le démarrage de l'exploitation.

Toute panne ou fonctionnement défectueux du-dit équipement entraînera l'arrêt de l'exploitation.

- le pétitionnaire devra signer une convention avec les services concernés du Département et de l'Etat ; ces conventions prévoiront les conditions d'utilisation, d'aménagement, d'entretien et de remise en état de la voirie.

Au fur et à mesure de l'exploitation

- en cas de découvertes fortuites, l'exploitant interrompra immédiatement tous travaux, préviendra le Service Régional de l'Archéologie et accordera l'accès aux personnes dûment mandatées par ce service pour toute surveillance, observation ou sauvetage éventuel.

- une dalle flottante sera installée en vue du franchissement de l'oléocuc par tous véhicules et engins de chantier ; elle sera équipée d'un rail de sécurité côté chemin rural n° 3 et d'un rail de sécurité doublé d'un merlon de terre végétale côté exploitation.

- Les terres de découverte devront être conservées pour être utilisées au réaménagement de l'excavation et de ses abords.

- les zones abandonnées de la carrière et non nécessaires à la poursuite de l'exploitation de celle-ci devront être remises en état sans attendre en effectuant les travaux suivants :

* Partie Ouest (remblaiement total)

- . nivellement des matériaux de remblai
- . régalage des terres de découverte
- . restitution de la topographie initiale

* Partie Est (aménagement d'une dépression)

- . régalage de stériles meubles
- . constitution de talus périphériques en pente douce de 12° maximum
- . régalage des terres de découverte

- les opérations dont la réalisation est ainsi prescrite seront conduites en vue d'une remise en culture des sols reconstitués.

- les remblais seront constitués exclusivement de matériaux inertes provenant des terrassements à l'exclusion des matériaux de démolition.

.../...

Dès l'achèvement de l'exploitation et au plus tard à la date d'échéance de l'autorisation

- tous les matériels quels qu'il soient devront avoir été enlevés de l'emplacement. Il ne devra subsister sur celui-ci aucune épave ni aucun dépôt de matériaux. Les sols devront être reconstitués sur l'ensemble du périmètre exploité et rendus à la culture.
- les abords des fouilles devront avoir été régaliés et nettoyés.
- les aires de travail ainsi que les aires de circulation provisoires devront avoir été décapées des matériaux stabilisés qui y auraient été régaliés.

ARTICLE 6 : A la fin de chaque année d'exploitation, l'exploitant fera connaître à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre, dans un mémoire accompagné de plans justificatifs, l'avancement des travaux de remise en état des sols et des aménagements réalisés, ainsi que le programme d'extraction pour l'année suivante.

ARTICLE 7 : - Modifications des conditions d'exploitation.

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière comportant une atteinte aux caractéristiques essentielles du milieu environnant ou allant à l'encontre des prescriptions susvisées doit faire l'objet d'une déclaration préalable au Préfet avec tout les éléments d'appréciation.

ARTICLE 8 : Abandon des travaux.

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter les travaux, et quatre mois avant la fin de la remise en état des lieux, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'en faire la déclaration au Préfet.

La déclaration, produite en onze exemplaires, fournit les indications de l'article 1er ci-dessus, ainsi que les dates des décisions préfectorales intervenues depuis le début des travaux.

La déclaration est accompagnée d'un mémoire contenant toutes précisions sur les travaux de remise en état des lieux visés à l'article 5 ci-dessus et les mesures prises pour éviter les dangers.

ARTICLE 9 : - Sanctions

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible des sanctions prévues à l'article 142 du Code Minier.

Dans le cas d'infractions graves aux prescriptions de police, de sécurité, ou d'hygiène et d'inobservation des mesures en application de l'article 84 du Code Minier, le titulaire de la présente autorisation pourra, après mise en demeure, se la voir retirer.

Le retrait peut être également prononcé en cas d'inobservation d'un engagement pris lors de la demande d'autorisation.

.../...

ARTICLE 10 : -

Le présent arrêté sera notifié au demandeur.

Ampliations en seront adressées à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement Centre (2 exemplaires), à Messieurs les Maires de PRASVILLE, MOUTIERS EN BEAUCE, BOISVILLE LA SAINT PERE et BEAUVILLIERS, à Messieurs les Directeurs et Chefs de Service consultés lors de l'instruction de la demande. Il sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Un extrait du présent arrêté sera, aux frais de demandeur, inséré dans un journal régional ou local diffusé dans le département, et affiché par les soins des Maires de PRASVILLE, MOUTIERS EN BEAUCE, BOISVILLE LA SAINT PERE et BEAUVILLIERS.

La présente décision peut faire l'objet, par le pétitionnaire, d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif, dans les 2 mois à partir de sa notification.

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre de l'Industrie.

Cette demande prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite).

ARTICLE 11 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Messieurs les Maires de PRASVILLE, MOUTIERS EN BEAUCE, BOISVILLE LA SAINT PERE, BEAUVILLIERS, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre, Messieurs les Directeurs et Chefs de Service intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

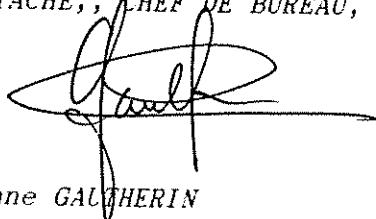
FAIT A CHARTRES, LE

1 JUIN 1992

LE PREFET,

Guy MERRHEIM

Pour ampliation
L'ATTACHE,, CHEF DE BUREAU,



Corinne GAUTHERIN